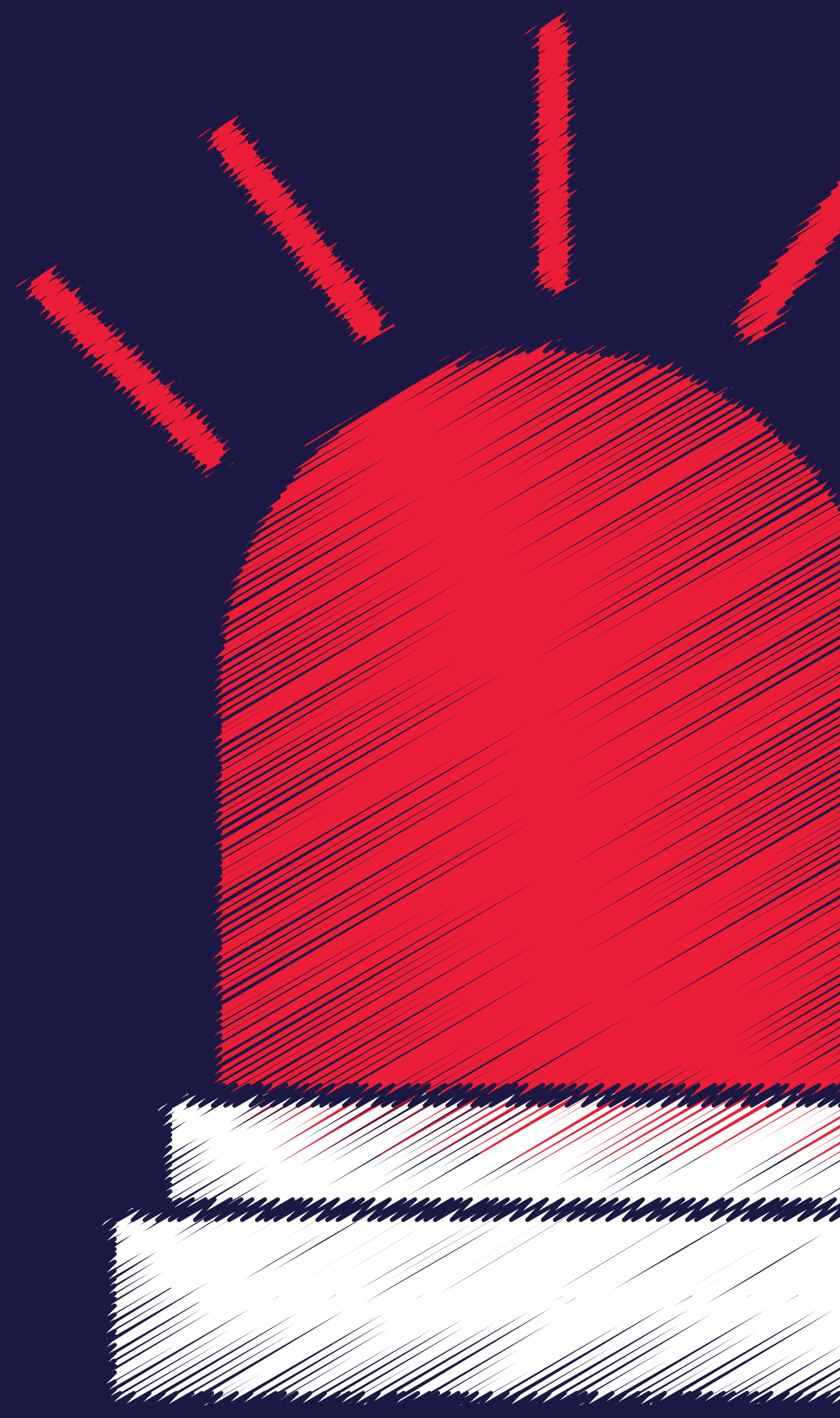


Auvergne-Rhône-Alpes

Résultats régionaux de l'enquête sur la santé financière des associations



Enquête réalisée en février et mars 2025,
avec redressement sur les 536 répondants
en Auvergne-Rhône-Alpes. Par le
Mouvement associatif national, le RNMA,
l'ORVA Hauts-de-France, Hexopée.

Échantillon :

- culture (107)
- sport (105)
- action humanitaire, caritative, santé, sociale (99)
- défense des droits et des causes (61)
- activités économiques (56)
- loisirs (55)
- éducation, formation, insertion (42)

- + de 500K€ (112)
- 200-500K€ (91)
- 50-200K€ (135)
- 10-50K€ (93)
- 1K€-10K€ (85)
- - de 1K€ (18)



- +100 (9)
- 10-99 (124)
- 3-9 (139)
- 1-2(98)

- **Employeuses (337)**
- Non-employeuses (159)

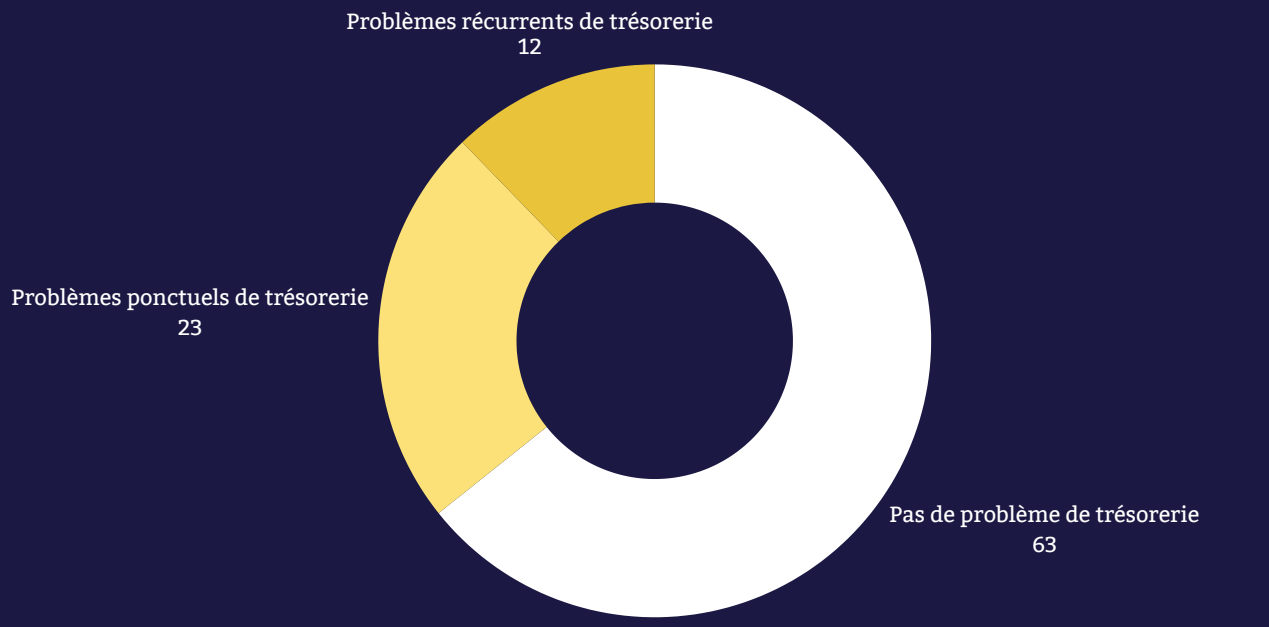
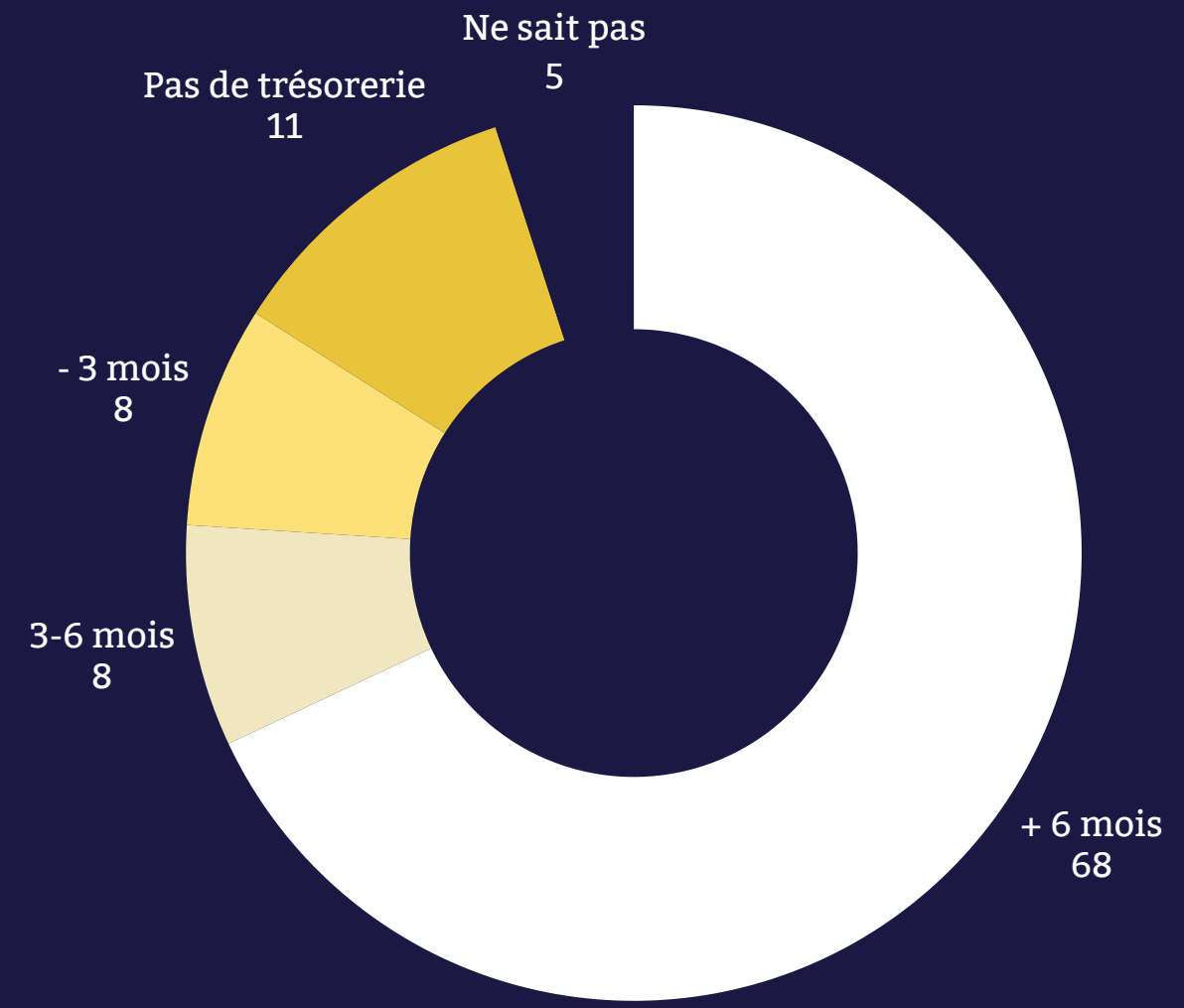
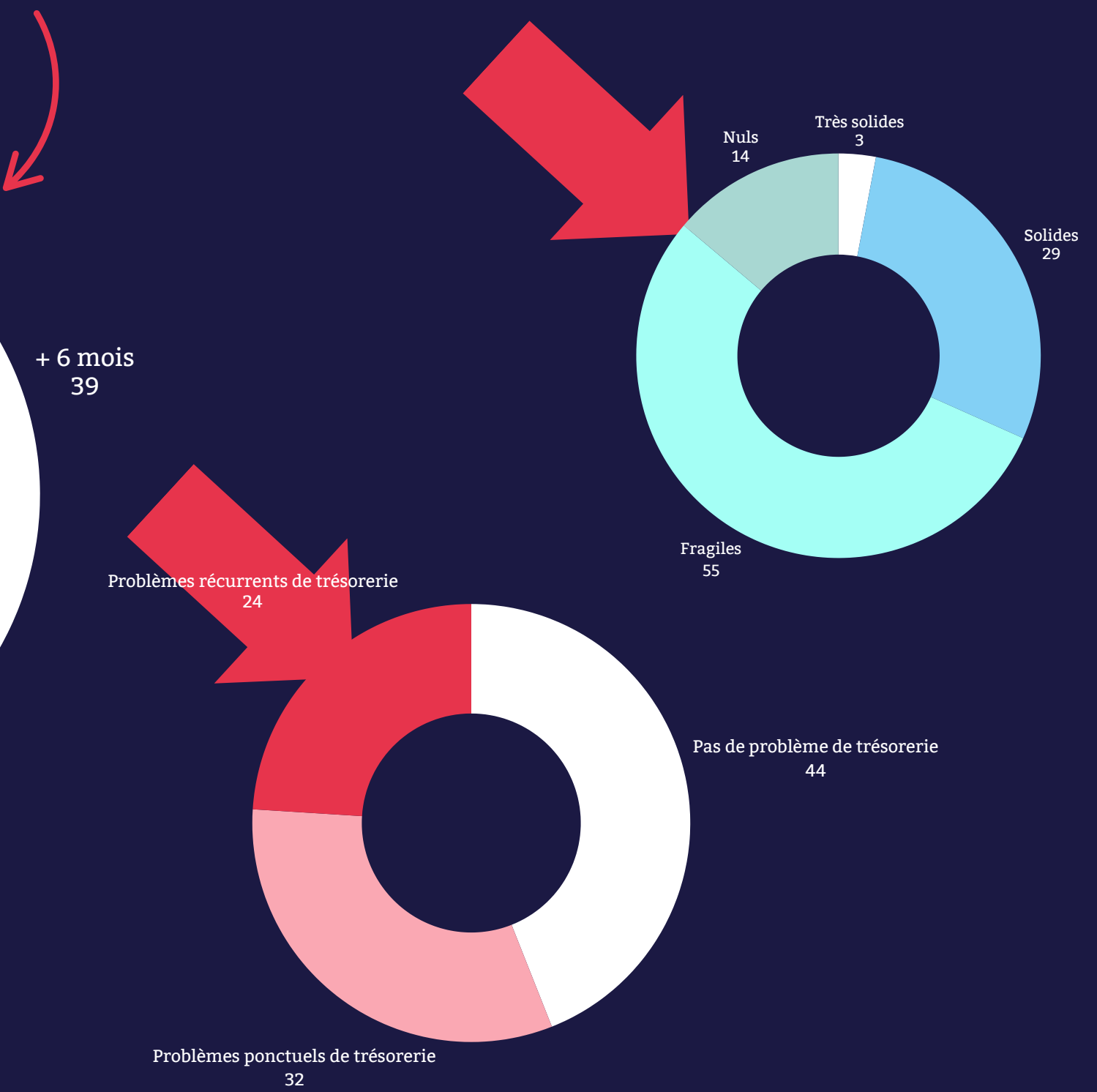
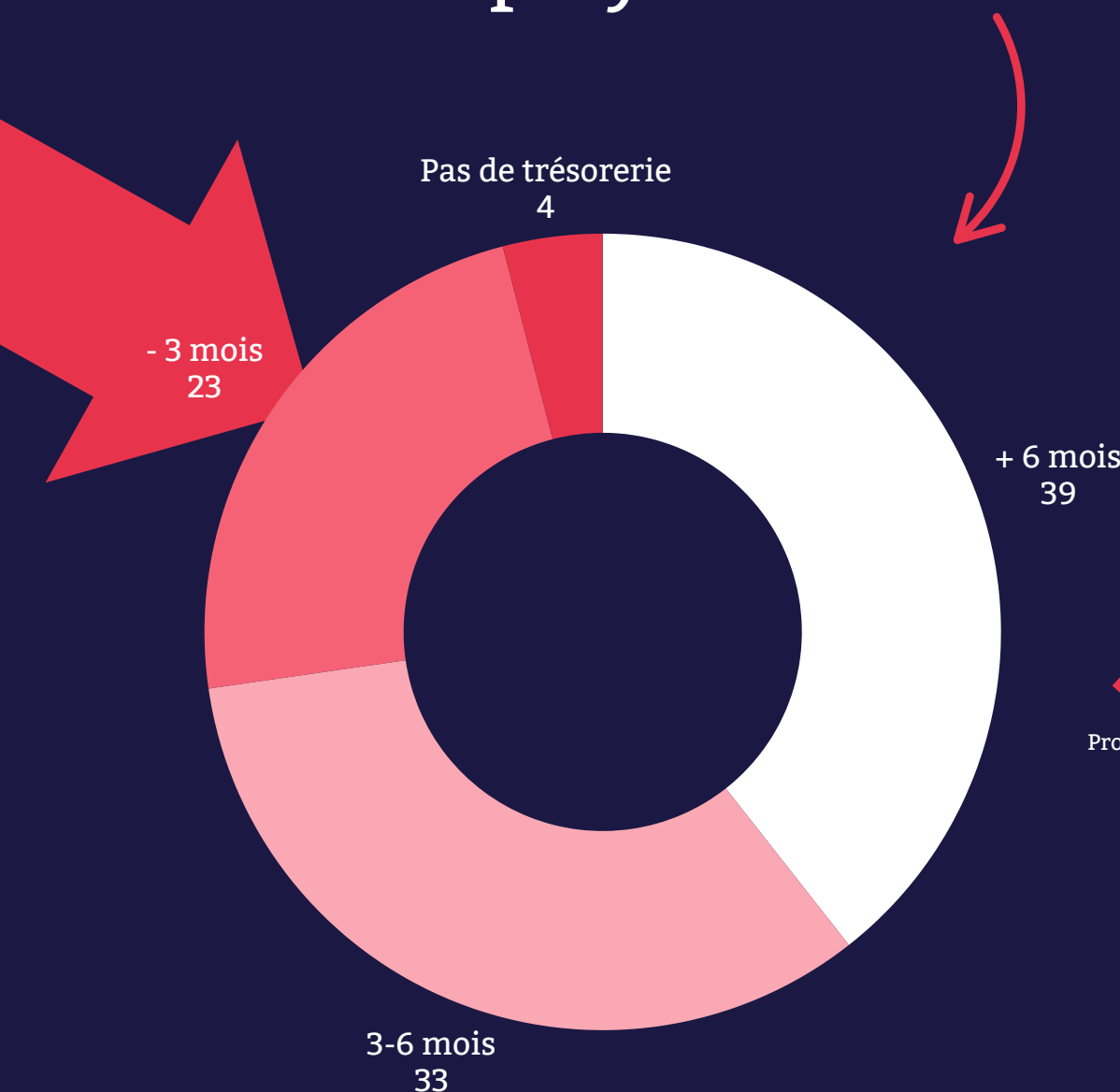
- Convention ECLAT (144)
- Pas de convention (86)
- Autre convention (72)
- Sport (55)
- Habitat - HLA (12)
- Tourisme social - TSF (3)

Mois de trésorerie couverts.

• Employeuses

• Fonds propres
(*assos employeuses*)

• Non-employeuses



Un peu de perspective.

(études de Recherches & Solidarités) - [ici](#)



Dans le temps

Une situation financière jugée en dégradation depuis 2022, mais au même niveau 2017 (chute pendant le Covid, puis remontée ensuite).

*La situation financière est le **1er sujet de préoccupation pour les associations employeuses en 2024.***

Au plan national

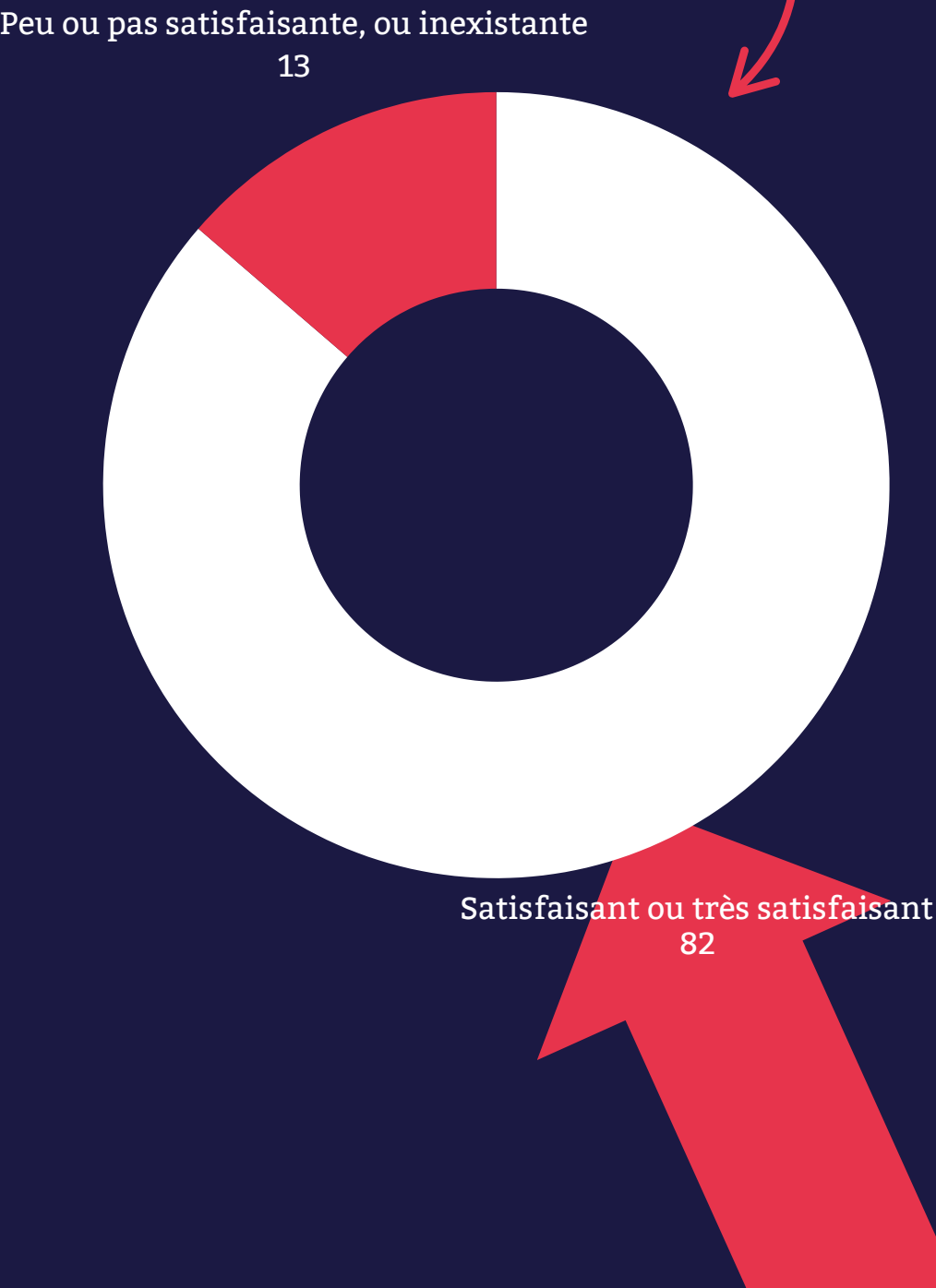
Des chiffres légèrement meilleurs dans notre région concernant la trésorerie des associations employeuses (et équivalents pour les fonds propres), et équivalents au niveau national pour les associations non-employeuses.

L'étude nationale met en avant des difficultés actuelles dans les domaines de l'éducation populaire, des activités économiques et de défense de causes. D'autres domaines sont concernés par des difficultés récurrentes : culture, action caritative, humanitaire, sociale et santé.

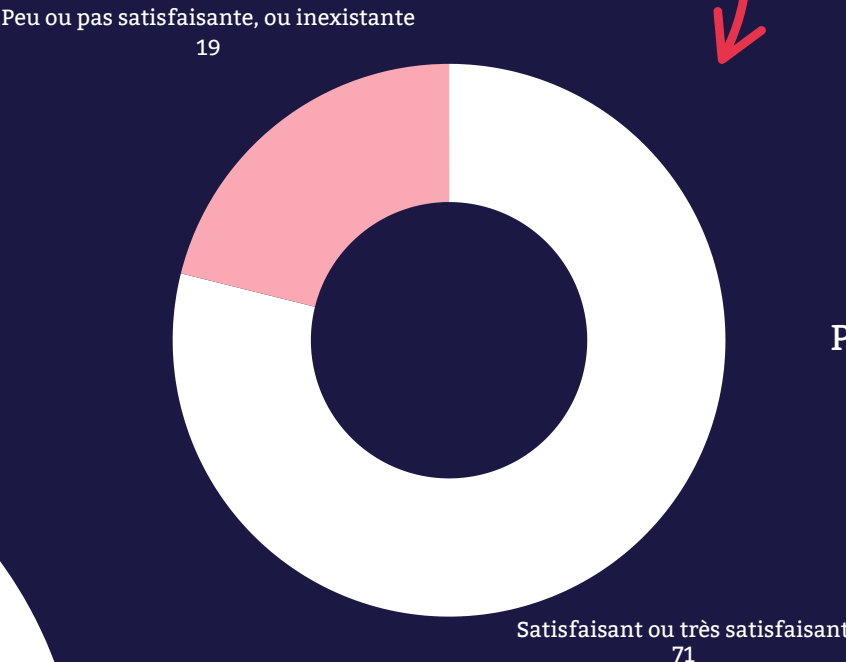
Environ 35% des associations s'estiment "sans solutions". Du côté des associations employeuses : 61% penchent pour des négociations et 35% se tournent vers des emprunts et 20% vers des financements Dailly.

Qualité du dialogue avec les partenaires.

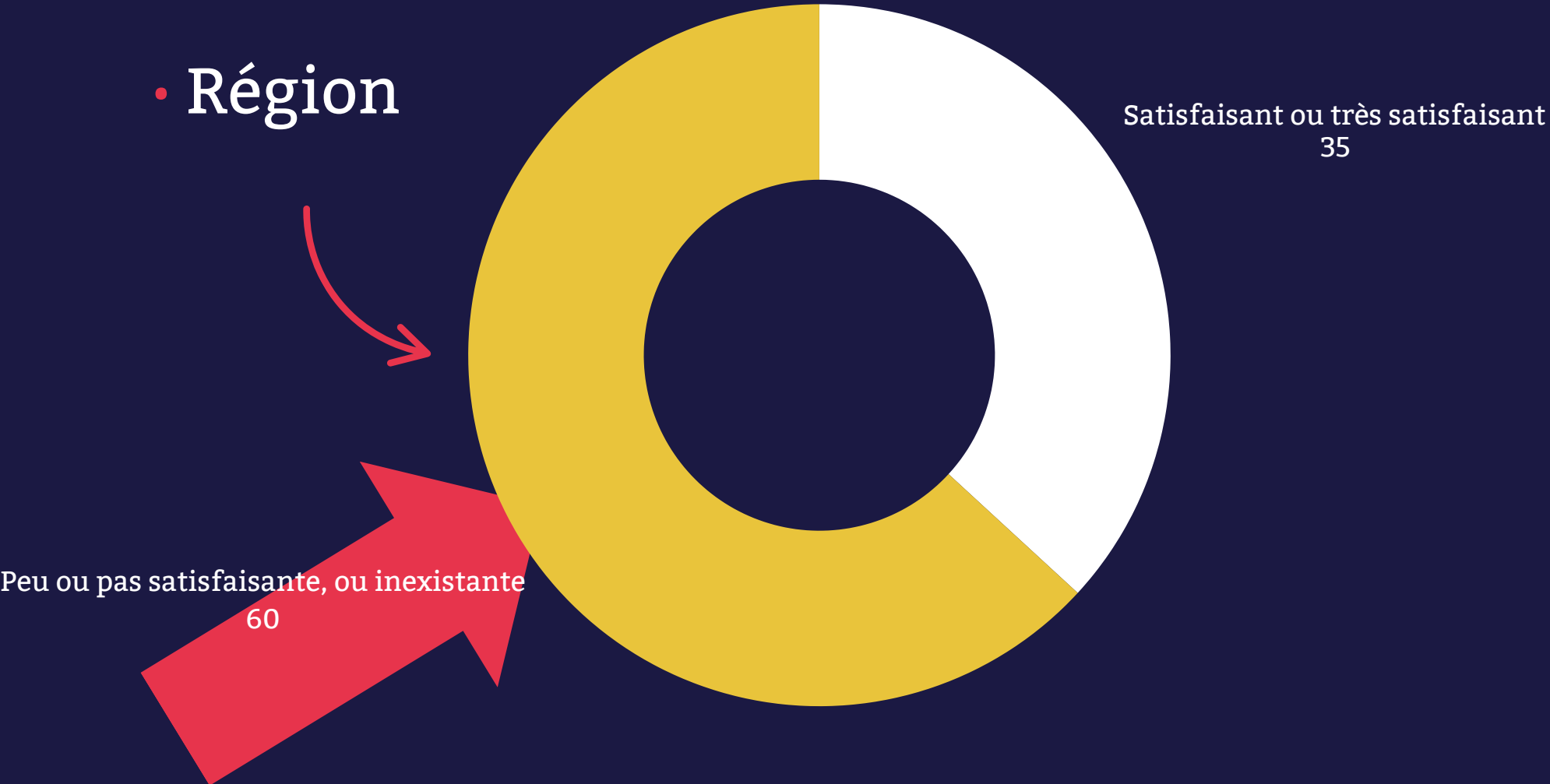
• Communes



• EPCI



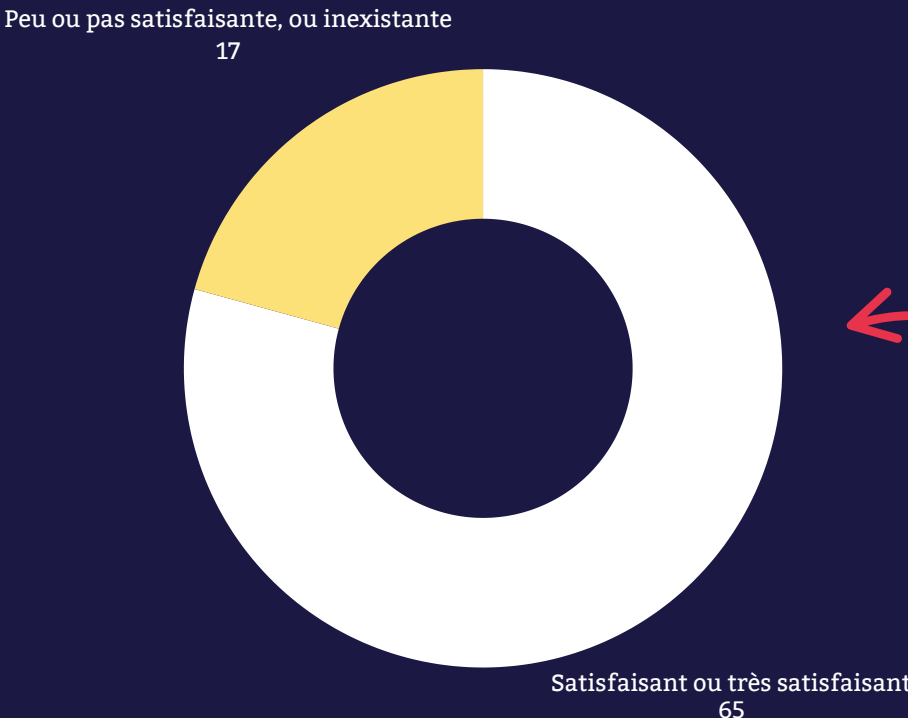
• Région



• État



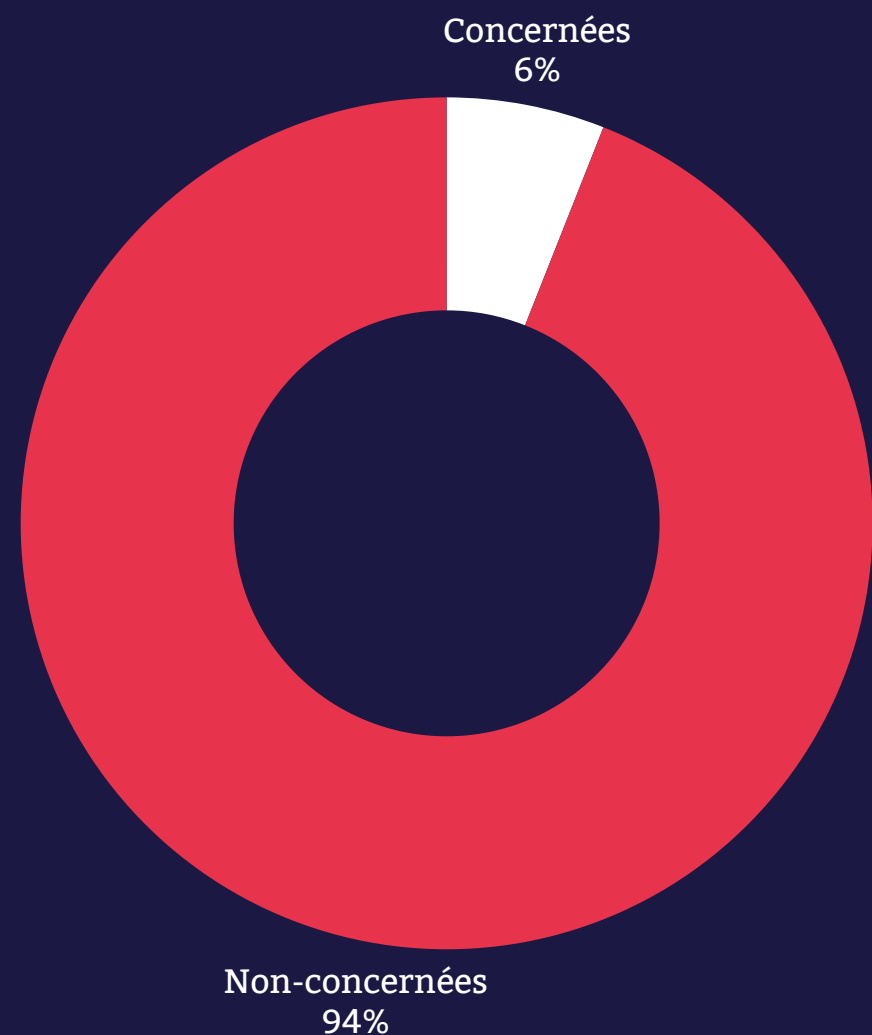
• Départements



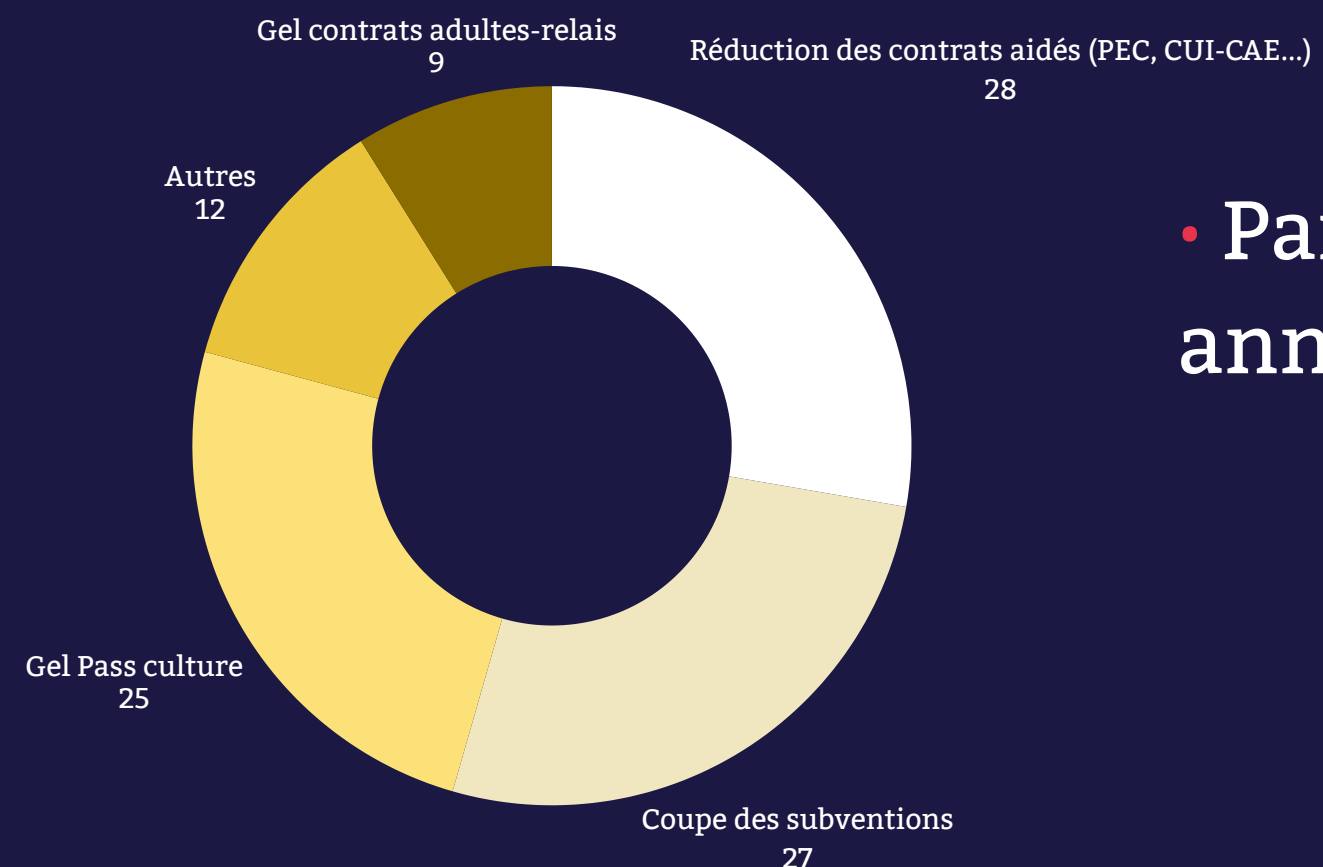
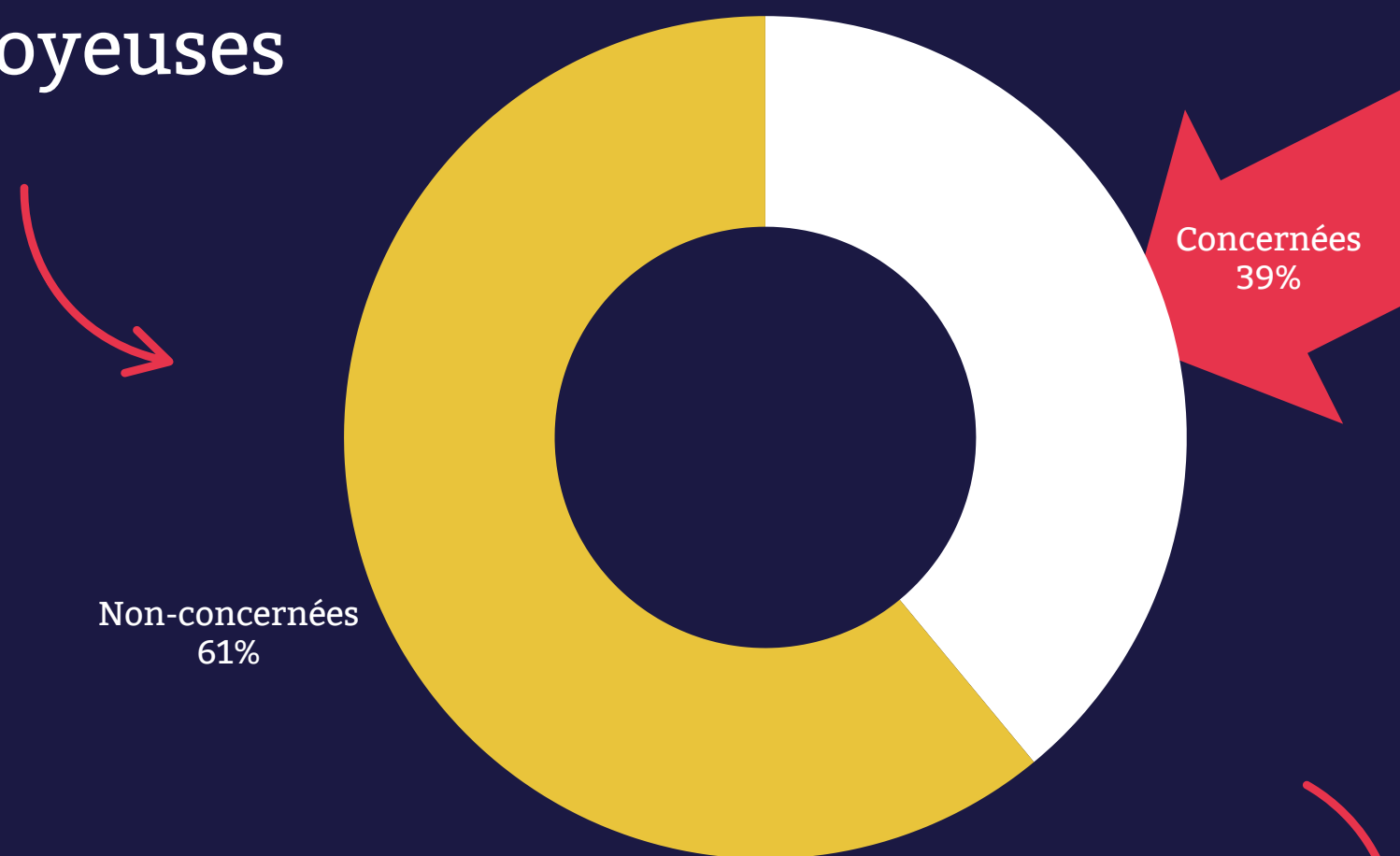
Impact des annonces budgétaires récentes.

(arrêt des contrats adultes-relais et francs, gel du Pass culture, réduction des aides...).

• Non-employeuses



• Employeuses



• Par quelles annonces ?

Un peu de perspective.

(études de Recherches & Solidarités) - [ici](#)



Dans le temps

Déjà en 2023, la baisse éventuelle des aides des collectivités constituait le **2ème motif d'inquiétude quant à la santé financière des associations** (+ de 50% des associations inquiètes).

Et le contexte inflationniste avait un impact sur les financeurs publics dans 62% des cas.

Au plan national

Concernant les financement par les partenaires publics :

- 68% des associations sont financées par des communes (toutes assos)
- 60% par l'État ou un département (assos employeuses)
- 40% par leur Région (assos employeuses)

Même si l'**attente domine** (notamment État, Région et départements), des baisses de financements (notamment publics) sont à craindre : 14 % des financements sont en effet dores et déjà déclarés en forte baisse ou refusés et on constate une forte diminution des subventions de la part des collectivités.

Un peu de perspective.

(études de Recherches & Solidarités) - [ici](#)



Au plan national

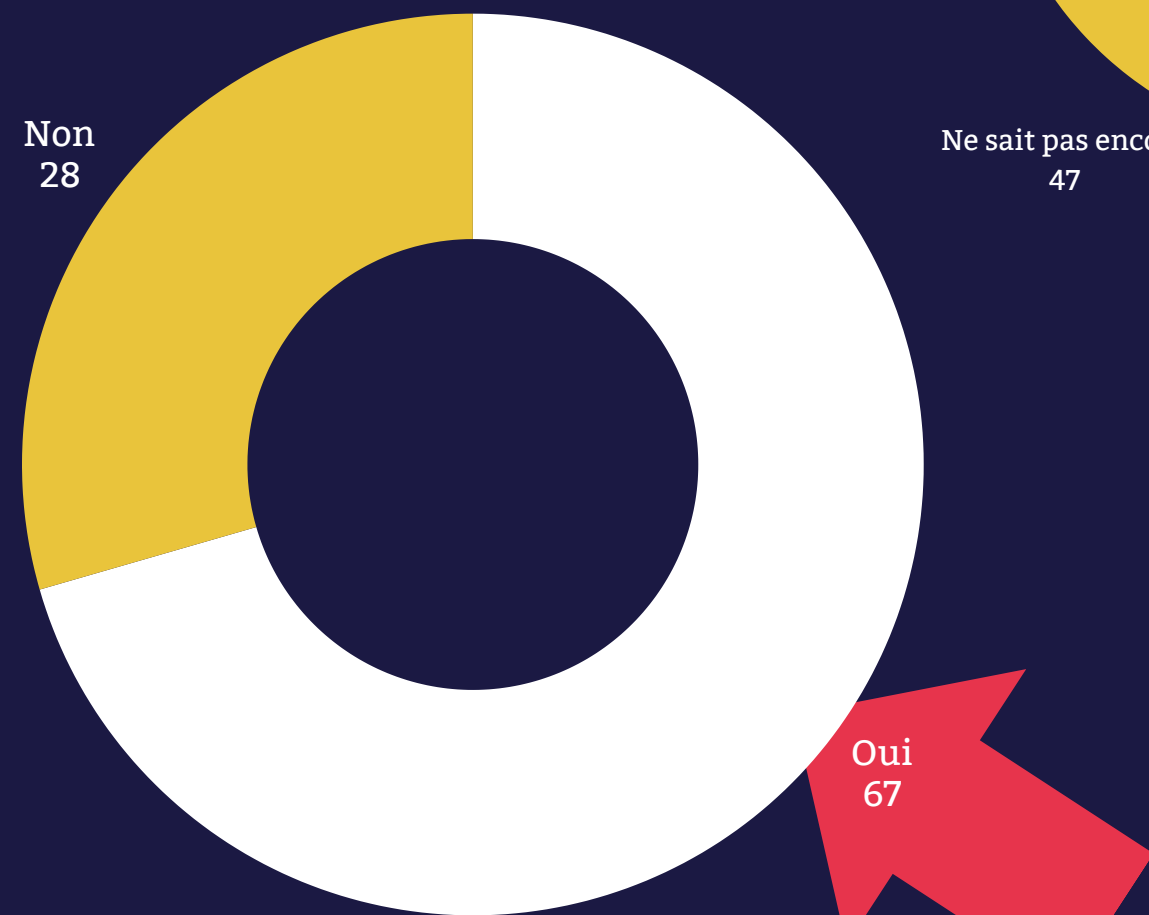
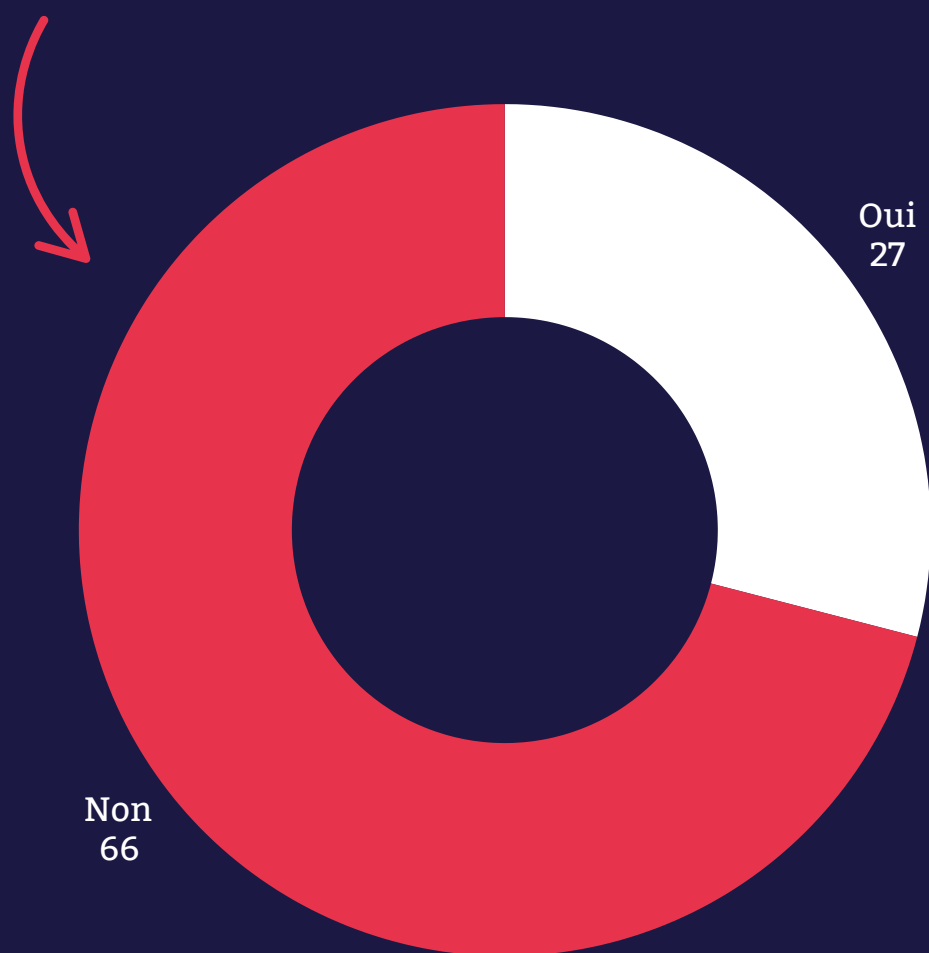
Du côté des associations employeuses, les associations s'estiment légèrement moins impactées que dans le reste de la France par les annonces récentes. Les associations qui s'estiment le plus concernées sont les associations culturelles (57%) et les associations d'éducation (51%).

Les relations avec les communes et l'État sont globalement meilleures dans notre Région que dans la moyenne française, mais les relations avec la Région sont fortement inférieures (35% de relations satisfaisantes vs 64% en France).

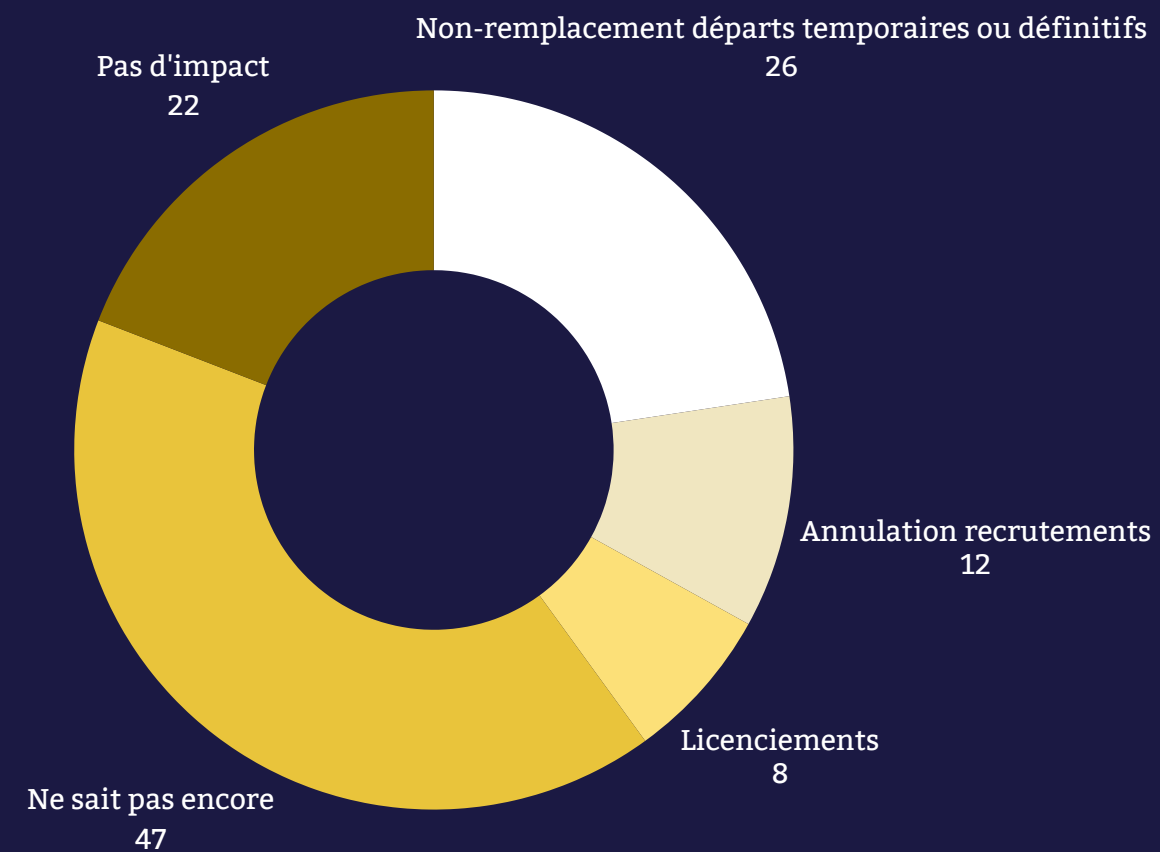


Impact de la conjoncture sur l'activité.

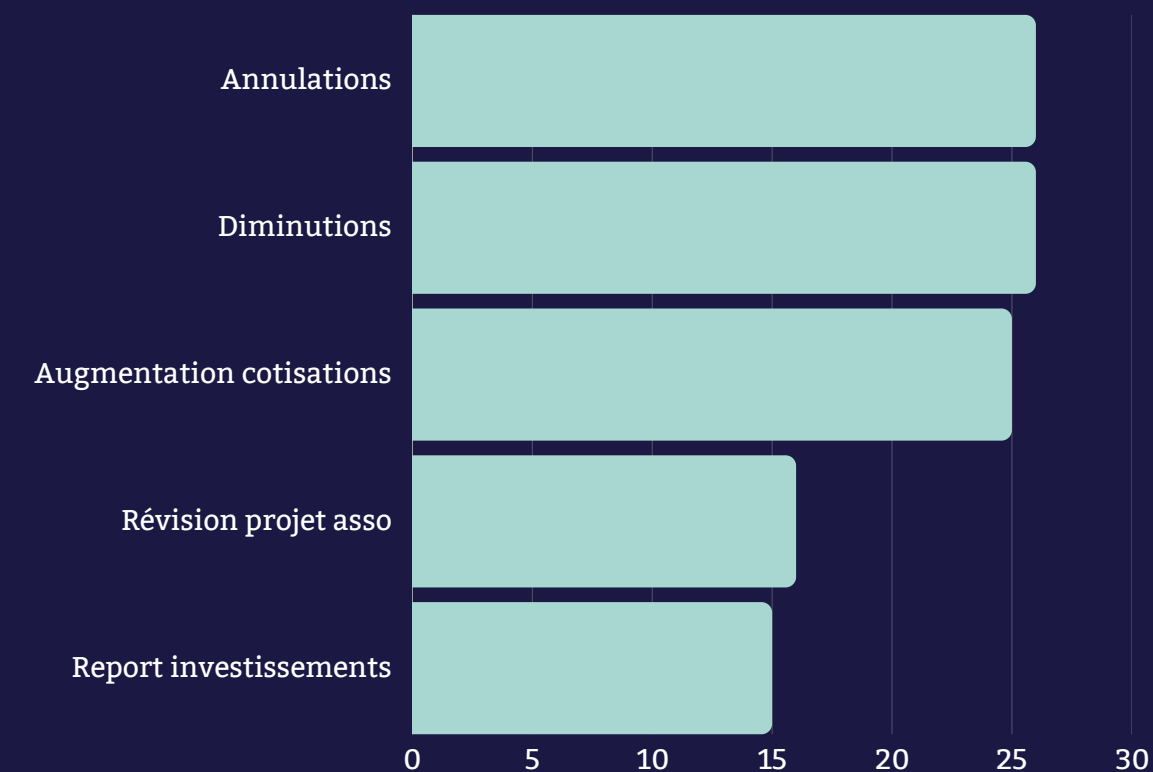
• Non-employeuses



• Employeuses



• Quels impacts ? (toutes associations confondues)



Un peu de perspective.

(études de Recherches & Solidarités) - [ici](#)



STOP

Dans le temps

En 2024, “seulement” 6% des associations envisageaient des réductions d’activités. Des chiffres similaires pour les associations non-employeuses et employeuses.

En 2024, les assos employeuses étaient largement optimistes quant à la conduite de nouveaux projets (67% d’entre elles).

Au plan national

Les tendances concernant l’impact sur les activités sont très légèrement meilleures qu’au plan national.

*On constate toutefois une **tendance supérieure en Auvergne-Rhône-Alpes de l’augmentation des cotisations ou tarifs usagers**, ce qui pose la question de l’accessibilité au plus grand nombre.*

L’emploi dans les associations employeuses constitue une variable d’ajustement face à l’incertitude budgétaire.

Témoignages

→ Témoignages du domaine caritatif, humanitaire, social, santé

“Notre financement principal provient du Département mais nous avons des **conventions annuelles qui ne sécurisent donc pas d'une année sur l'autre**. De plus les charges augmentent, notamment avec l'extension du SEGUR et les subventions stagnent voir baissent ce qui nous met à risque.”

“Après plusieurs années de gel puis de diminutions, la municipalité (principal financeur - 36%) a fragilisé notre fonctionnement. L'augmentation des salaires (80% du budget) due à **l'inflation** qui a induit la convention collective à rehausser les salaires nous conduit de nouveau à la **fermeture d'un poste comme l'année dernière**.”

“Nous sommes le dernier maillon de chaque chaîne qui est mis à mal et systématiquement la variable d'ajustement (emploi, culture, formation...). **Nous avons beau nous diversifier, cela nécessite encore plus d'énergie** (...). Par ailleurs, **le financement privé n'est ni fiable, ni une solution pérenne** et il pervertit l'objet associatif.”

“Suite à des recalculs de la part de notre communauté de communes, **nous n'avons plus de trésorerie d'avance**. Cela nous met à mal lorsqu'on attend les subventions, surtout celles qui sont versées à N+1. Par ailleurs, **nous sommes soumis à des DSP et cela n'aide pas non plus**.”

“Pas d'inquiétude dans l'immédiat mais si les subventions disparaissent, notre activité sera très impactée car aujourd'hui **les subventions nous permettent de rendre accessible au plus grand nombre les activités mises en place en milieu très rural**. Si les subventions disparaissent, les personnes ayant peu de revenus ne pourront plus participer à nos activités.”

Témoignages

→ Témoignages du domaine des activités économiques (employeuses)

“Le Conseil Départemental n'a pas statué sur notre demande de subvention 2024 et **nous l'a fait savoir le 15 décembre 2024 alors que les actions étaient menées.**”

“**Nous engageons des actions avant d'avoir la certitude** des montants qui vont être votés par les collectivités. Ceci a un impact fort sur le temps de développement de nos actions (...).”

→ Témoignages du domaine de la culture

“Nous sommes financés par les subventions : État, Région, Département, Ville et par les ventes de spectacles et ateliers de sensibilisation artistique. Depuis 2019, **la Région a coupé ses aides**, et depuis 2022, **la Ville, l'État et le Département ont aussi arrêté leurs aides**, et ce malgré un cahier des charges favorable et une activité jamais égalée depuis 2021.”

“**Survit grâce au bénévolat**, communication inexistante avec les entités culturelles de la ville et favoritisme flagrant envers les associations "qui marchent bien", au détriment des autres.”

→ Témoignages du domaine du sport

“En plus de l'aspect budgétaire préoccupant, s'ajoute la **baisse conséquente des investissements et des subventions des collectivités**. Cela impacte par le manque d'infrastructures (im)mobilières. Les conséquences se font sentir sur la qualité de l'enseignement et font reculer les résultats sportifs de l'association. Cela se répercute également sur le moral des dirigeants et employés.”

“Nous devons nous séparer de notre salarié en CDI et **ne garder que les contrats d'apprentissage.**”

Témoignages

→ Témoignages du domaine des loisirs (employeuses)

“EVS depuis 2009, nous arrivons à un seuil où il devient nécessaire d'être soutenu financièrement par les collectivités locales. Les discussions sont enclenchées avec la communauté de communes et semblent sur la bonne voix, cependant le soutien demandé nous permettrait simplement de retrouver un équilibre financier. Or, **nous craignons que de nouvelles actions nous soient demandés en contrepartie engendrant une nouvelle spirale déficitaire.**”

“L'avenir paraît bien sombre. **Les financements ne prennent pas en compte les augmentations de salaire.** La charge administrative est en augmentation continue (...). De plus, aujourd'hui, il **faudrait faire des appels à projets pour le fonctionnement et pour les activités** originales des enfants ! Prendre soin de sa santé ou continuer à faire plaisir aux enfants ?”

“Nous avons réussi à financer notre premier poste salarié pour développer l'association via un appel à projets de l'ADEME et via le CUI-CAE : avec l'**arrêt des contrats aidés, nous perdons aussi la part qui avait été acquise auprès de l'ADEME...** Et nos demandes d'agrément JEP pour un FONJEP et rescrits fiscaux ont été refusées sans proposition d'accompagnement.”

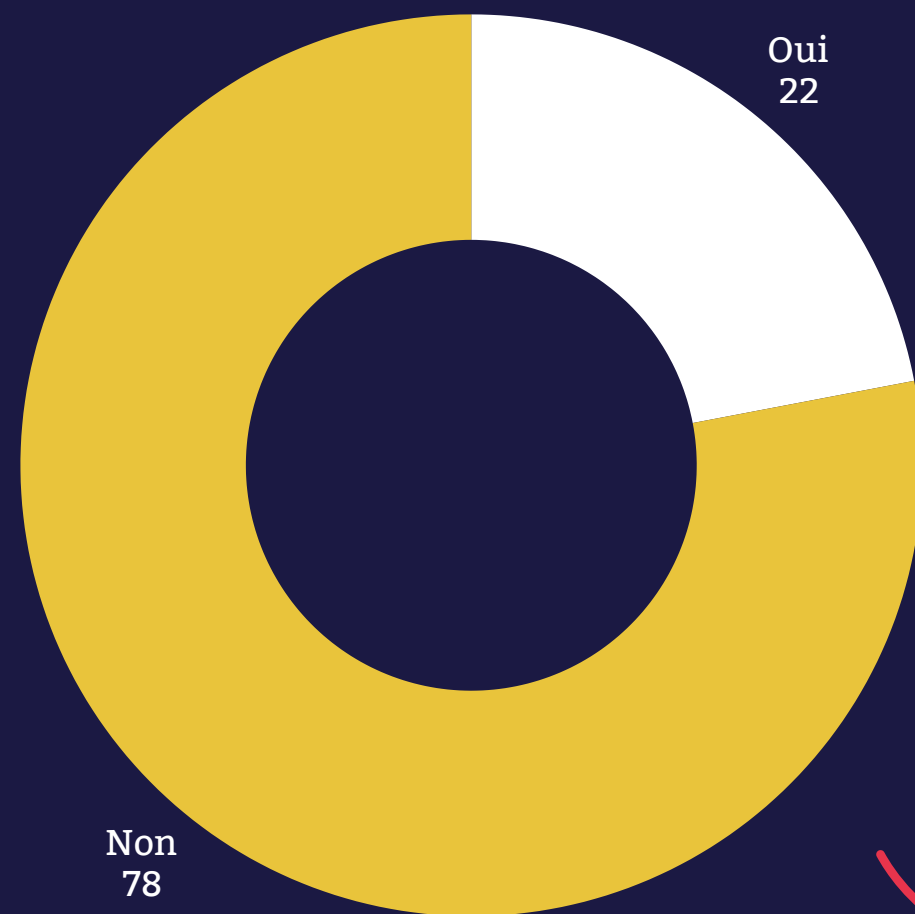
→ Témoignage du domaine de la défense des droits et causes

“Nous sommes amenés à nous déplacer sur tout le département, nous accompagnons également des victimes. **Nous ne pouvons pas nous rembourser nos frais de déplacements.**”

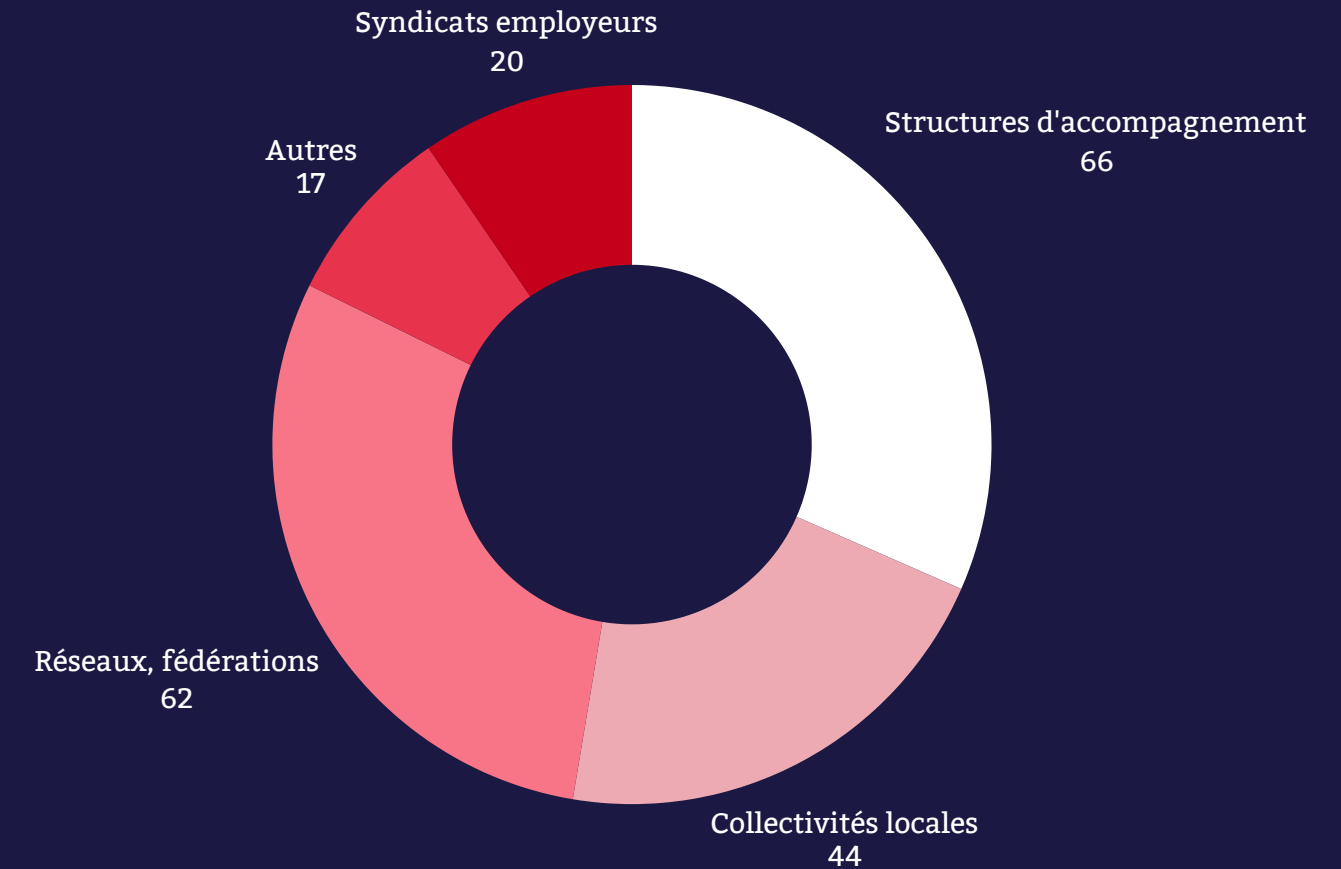
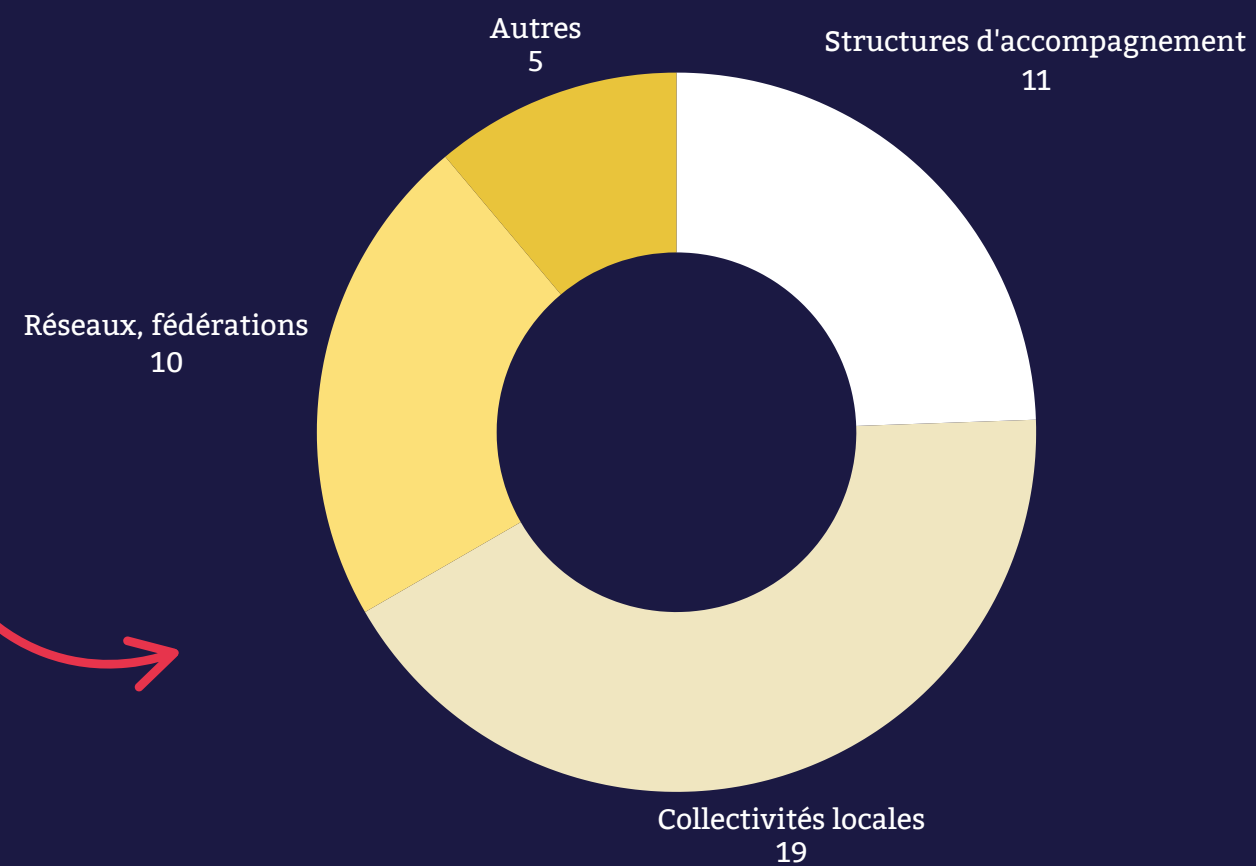
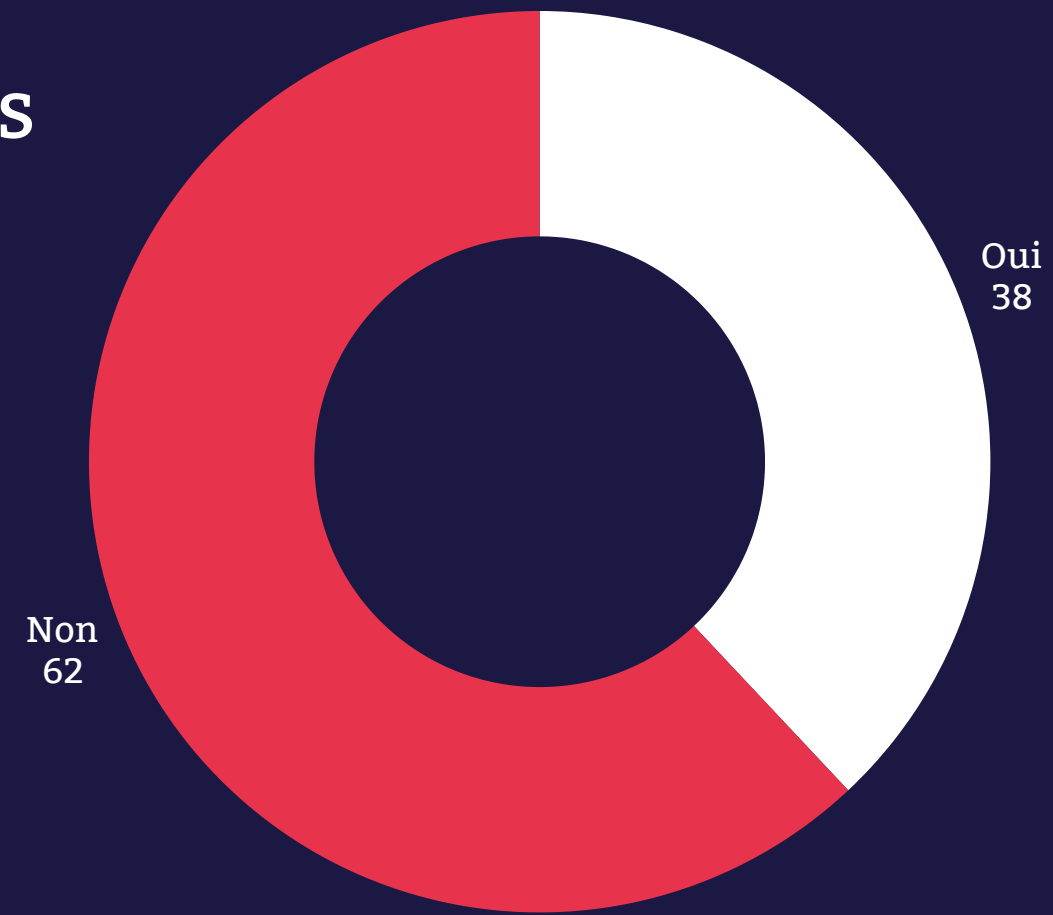
“Les activités "classiques" de l'association sont en hausse, mais **il manque du financement pour du fonctionnement :** location d'un espace plus grand, pour stabiliser les postes de coordination, développement associatif et suivi administratif. Nous n'avons pas les moyens de développer de nouveaux projets pour lesquels il y a de la demande et où les bénévoles pourraient s'impliquer.”

Savez-vous vers qui vous tourner ?

• Non-employeuses



• Employeuses



Un peu de perspective.

(études de Recherches & Solidarités) - [ici](#)



Dans le temps

Une difficulté particulière à savoir vers qui se tourner en cas de difficultés financières car en 2023, 44% des associations savent vers qui se tourner de manière générale quand elles ont des questions.

63% des associations exprimaient un besoin d'accompagnement sur la recherche de financements ou la révision du modèle économique : 8% ont pu être accompagnées, 55% n'ont pas pu. Cela concernait notamment les assos suivantes : social, santé, éducation populaire, budgets de 10 000€ à 200 000€, QPV, ZRR.

Au plan national

Les réflexes d'accompagnement sont sensiblement les mêmes au plan national que dans notre région, mais les structures d'accompagnement semblent moins identifiées par les associations non-employeuses en Auvergne-Rhône-Alpes.

Ce qu'il faut principalement retenir de la santé financière des assos.

- Les **associations employeuses particulièrement en difficulté**, même si les non-employeuses ne sont pas épargnées : trésorerie majoritairement inférieure à 6 mois (et cela constitue pour la moitié d'entre elles un problème récurrent), fonds propres très majoritairement fragiles.
→ **D'où le besoin de renforcer les dispositifs d'aides au financement adaptés aux associations.**
- Des **relations très hétérogènes avec les partenaires** : les communes en tête, la Région largement en queue de peloton.
- On voit déjà les **conséquences** de la diminution des contrats aidés, du gel du Pass Culture et des contrats adultes-relais, ainsi que de la baisse des subventions.

- On voit aussi un **grand impact de la conjoncture** sur les activités : annulations, diminutions, augmentation des tarifs.
... notamment encore une fois chez les associations employeuses : quasi la moitié des associations ont déjà du prendre des mesures drastiques (non-remplacements, licenciements...).
- **Pour un secteur qui représente presque 10% de l'emploi privé, cela fait beaucoup !**
- Les associations ont du mal à identifier vers qui se tourner en cas de difficultés.
... les associations non-employeuses identifient bien les collectivités.
... et les associations employeuses se tournent vers les structures d'accompagnement et les fédérations.
→ **D'où la nécessité de renforcer les dispositifs d'accompagnement et les mettre en visibilité.**

Ce qu'il faut principalement retenir de la santé financière des assos.

- Un besoin de **sécurisation des financements** grâce à des subventions pluriannuelles, et davantage de **subventions de fonctionnement** (sortir des logiques d'appels à projets).
- Une nécessité de **prendre en compte de l'impact de l'inflation** et des augmentations des points de salaire dans les montants alloués.



- Un besoin de **simplification** des relations avec les associations pour sortir d'une logique gestionnaire et de redevabilité.
- Aller vers des **montants de financement** des associations à la hauteur de leur action sur les territoires.